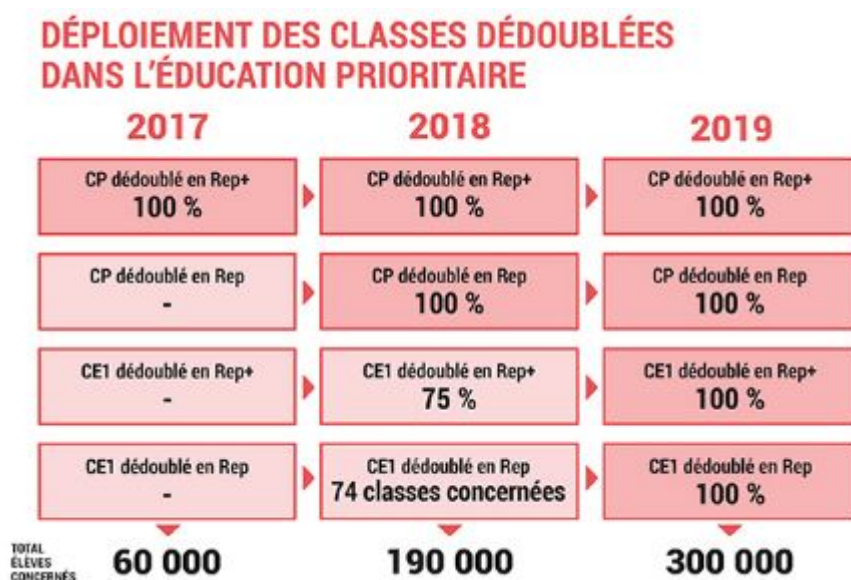


# ZEP et REP : l'immigration a entraîné l'échec de notre système éducatif



Suite à la parution de son livre, Mme Meunier-Berthelot a été interviewée par André Bercoff puis par Martial Bild. Nous avons pu entendre des choses intéressantes sur Blanquer ou sur l'infiltration de l'islamisme dans le système éducatif français. Par contre cette dame a une vision complètement erronée des Réseaux d'éducation prioritaire. Elle affirme que ces REP constituent une école d'excellence sans que les journalistes chevronnés qui l'interrogent ne sourcilent. La moindre des choses aurait été de lui demander pourquoi les parents soucieux de la réussite de leurs enfants qui ont la malchance d'être domiciliés dans un secteur scolaire rattachés à un REP cherchent à fuir cette école d'excellence. Par des demandes de dérogation de secteur scolaire, par l'utilisation d'adresses fictives ou en se tournant vers l'enseignement privé sous contrat.

Les REP sont la dernière appellation d'un coûteux dispositif qui a changé de nom à de multiples reprises depuis sa création sous le nom de Zone d'éducation prioritaire. C'est après

l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en 1981 qu'ont été créées les ZEP dans ce que l'on appelait encore les banlieues, qui sont très vite apparues comme des zones de non-droit, des zones ethniques disent même certains.

Quelques années auparavant Chirac et Giscard, aussi nuisibles l'un que l'autre, avaient autorisé le regroupement familial remplaçant ainsi l'immigration de travail dont on avait plus besoin par une immigration de colonisation. Il a fallu loger toutes ces familles nombreuses en enfants et parfois en épouses. Ça tombait bien, les HLM se vidaient du fait du départ de familles de souche qui pouvaient accéder à la propriété. Départ volontaire ou forcé. Malgré la crise pétrolière les salaires et retraites progressaient et le deuxième salaire au foyer, celui de la femme, était de plus en plus fréquent. Pour forcer les ménages devenus trop riches à abandonner leur appartement on inventa le surloyer.

Les cases vacantes furent immédiatement comblées par les nouvelles familles de création chiraquo-giscardienne. Ce qui accéléra le départ des autochtones. À cause des odeurs si l'on en croit Chirac qui avait parfois des moments de lucidité.

Ce changement de population n'entraîna pas seulement la dégradation de l'habitat et de l'environnement mais aussi celle de l'école du quartier. Finie l'époque où le petit écolier de souche ou issu de l'immigration européenne intégrée (polonaise, italienne, espagnole et portugaise), poussé par ses parents, respectait le maître et savait qu'il fallait étudier pour s'en sortir et éventuellement profiter de l'ascenseur social. Quelques années plus tard, la dégradation du système éducatif était si flagrante dans les zones d'immigration extra-européenne que les socialistes, dès leur arrivée au pouvoir, inventèrent les ZEP, zones dans lesquelles les écoles recevraient plus de moyens financiers, seraient mieux dotées en enseignants et bénéficieraient des lumières d'intervenants extérieurs certainement plus compétents que les instituteurs. On allait en revenir à la discipline dans les

classes et les galopins allaient retrouver de l'appétence scolaire. Tout serait réglé en deux coups de cuiller à pot. D'ailleurs la circulaire instaurant les ZEP précisait qu'il n'était pas souhaitable d'envisager une assistance permanente qui conduirait à ghettos scolaires. C'était il y a 40 ans.

Malheureusement la potion miracle socialiste n'a pas fonctionné. Les ZEP renommées REP englobent des territoires toujours plus étendus. Le niveau scolaire dans ces zones ne cesse de baisser malgré les moyens financiers et humains considérables déversés par tous les gouvernements qui se sont succédé en 40 ans. Baisse des effectifs des classes et même dédoublement en CP et CE1. Généreuses primes de risque pour les enseignants et chefs d'établissement exerçant dans ces zones peu attractives, primes d'installation à l'arrivée et prime d'ancienneté pour ceux qui tiennent le coup 5 ans. Recrutement de « grands frères » pour l'aide aux devoirs. Intervention d'associations extérieures douteuses copieusement rémunérées. Tentatives de rattacher des zones pavillonnaires aux secteurs des REP pour forcer l'impossible vivre-ensemble. Et pour couronner le tout, des programmes allégés et expurgés de tout ce qui rappelle trop la grandeur de la France. Sans résultat probant. Mais ce n'est pas parce que l'on échoue qu'il ne faut pas persévérer.

Si le gaspillage d'argent ne lèse que le contribuable, la révision à la baisse des programmes, qui sont nationaux, lèse tous les élèves. Pendant que les experts et autres pédagogistes viennent nous expliquer que le niveau monte car les taux de réussite aux examens explosent, les études internationales, que ce soit PISA ou TIMSS prouvent le contraire. La dernière étude TIMSS relative aux sciences montre que le niveau moyen en mathématiques des élèves de quatrième est identique à celui qu'il était en cinquième il y a 25 ans. L'ancien ministre Ferry nous dit que si l'on enlève les 10 % d'établissements pourris, entendre par là les ZEP ou REP, nos résultats sont excellents. C'est inexact. Il est

clair que les ZEP ou REP – 14 % des collèges se trouvent en REP – tirent les résultats vers le bas mais la baisse du niveau due à l'allègement des programmes est générale.

Mais le problème ne porte pas que sur la transmission du savoir disciplinaire. Il est même peut-être encore plus aigu en ce qui concerne la transmission de ce que l'on appelle les valeurs de la République. Un récent sondage de l'IFOP nous indiquait que 57 % des jeunes musulmans plaçaient la charia avant les lois françaises. Ces jeunes ne sont absolument pas des immigrés clandestins fraîchement débarqués du Pakistan, d'Afghanistan ou de Tchétchénie. Ils ont été scolarisés en France, bien souvent en REP. Mais, et c'est aussi l'IFOP qui nous le dit, 49 % des enseignants de lycée ou collège reconnaissent s'autocensurer dans leurs enseignements afin d'éviter de possibles incidents qui pourraient être provoqués par certains élèves. On devine lesquels. Et 49 % c'est une moyenne, le pourcentage est bien plus élevé en REP. Avec une telle frilosité on ne peut donc guère espérer une amélioration dans l'adhésion de ces élèves de REP à nos valeurs.

Oser qualifier les REP d'écoles d'excellence est donc une supercherie qui ne trompe pas les rares parents sensés domiciliés dans les territoires relevant de ces réseaux. Ils savent que les classes sont parasitées par des cancre et perturbateurs et que les enseignants perdent énormément de temps pour obtenir un calme relatif en classe. Que ces enseignants doivent se limiter à des exercices simples pour pouvoir mettre des notes pas trop basses comme le demande la hiérarchie. Qu'il y a des portions de programmes, en histoire ou en sciences naturelles par exemple, qui ne seront jamais traitées pour ne pas choquer l'auditoire. Que l'étude de la langue française est réduite à sa plus simple expression, que les œuvres de nos plus grands auteurs classiques ne seront jamais étudiées.

Alors existe-t-il une solution pour la scolarisation de la jeunesse issue de l'immigration extra-européenne ? Je suis

assez pessimiste. Je ne suis pas sûr qu'un arrêt total de l'immigration soit suffisant pour résoudre le problème. Car même si l'on arrête les flux, il y a un stock problématique. Ayant passé autant d'années que Mme Meunier-Berthelot dans l'Éducation nationale, comme enseignant puis comme proviseur, j'ai pu observer non seulement la lente décadence du système éducatif mais aussi l'évolution de l'état d'esprit de la fraction musulmane des utilisateurs de l'école. Il y a bien longtemps, en tant que professeur principal, j'ai eu l'occasion de rencontrer des parents tout à fait corrects, j'oserais dire presque intégrés, on n'entendait pas parler de ramadan ni de repas sans porc, on pouvait même les apercevoir au café. Ils soutenaient les enseignants lorsque leur enfant devait être sanctionné. Puis plus tard, alors qu'en tant que proviseur je devais convoquer des familles dont la progéniture était grandement perturbatrice, j'ai vu arriver les grands frères, au prétexte que les parents ne savaient pas bien s'exprimer en français. Généralement arrogants et souvent aigris même lorsqu'ils avaient réussi dans les études. Toute sanction était considérée comme un acte raciste. C'était la deuxième génération. On en est maintenant au moins à la troisième génération sur le sol français et ça ne rêve que de charia. Quel échec des ZEP et REP ! Quel échec du système éducatif !

**Bernard Waymel**